



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**

Équipe territoriale

Le Havre, le 30/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV VAL'ESTUAIRE

Route des Gabions

76700 ROGERVILLE

Références : 20221124_VI_SUEZ RV Val'Estuaire_Déchets_modifdemande2

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2022 dans l'établissement SUEZ RV VAL'ESTUAIRE implanté RTE DES GABIONS PORT SUD DU HAVRE 76700 ROGERVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV VAL'ESTUAIRE
- RTE DES GABIONS PORT SUD DU HAVRE 76700 ROGERVILLE
- Code AIOT : 0005805580
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site SUEZ RV VALESTUAIRE (ex.MAPROSOL) est autorisé par arrêté préfectoral du 23 septembre 2013 à exploiter une installation de tri, transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux sur la commune de Rogerville. Les activités de traitement des terres polluées et des mâchefers issues d'installation de traitement thermique de déchets non dangereux qui y sont pratiquées sont des activités classées au titre de la directive IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- instruction du dossier de ré-examen au titre des BREFs traitement et incinération de déchets pour les activités de traitement des terres polluées et de mâchefers issus de l'incinération de déchets non dangereux ;
- rapport de base ;
- traitement des mâchefers ;
- traçabilité des déchets dangereux et terres polluées (Tracdéchets, RNDTS) ;
- questions diverses dont un point sur les porters à connaissance déposés en 2021 et 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

- Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.
- À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :
 - le nom donné au point de contrôle ;
 - la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
 - si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
 - la prescription contrôlée ;
 - à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...
- Il existe trois types de suites :
 - « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
 - « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
 - « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	stockage : phase de maturation des mâchefers et matériaux élaborés	Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 5.7.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	Demandes n°1 et 2 délai 3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Bassin de confinement et bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 7.6.6.1.	/	Demande n°3 délai 3 mois
7	Mise à jour de l'évaluation des risques sanitaires (rejets atmosphériques)	Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 8.2.6, 5.8.3.2 et 5.7.3	/	Demande n°4 délai 3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Procédé de traitement des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 5.7.2	/	Sans objet
4	Périmètre du ré-examen IED	Décision d'exécution du 10/08/2018, article annexe champ d'application	/	Sans objet
5	MTD considérées non applicables	Décision d'exécution du 10/08/2018, article annexe CMTD	/	Sans objet
6	Engagements CMTD et NEA MTD applicables bref WT et WI	Décision d'exécution du 10/08/2018, article Annexe CMTD du bref WT et WI	/	Sans objet
8	Rapport de base	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.515-30	/	Demande n°5
9	situation au regard du III du R.515-70 du CE	Code de l'environnement du 11/05/2017, article R.515-70	/	Sans objet
10	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 1.6.1	/	Sans objet
11	Traçabilité des terres excavées – bordereaux électroniques	Code de l'environnement du 01/01/2022, article Article R. 541-45	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques	Code de l'environnement du 01/04/2021, article Article R. 541-43-1	/	Sans objet
13	Suite de la visite du 16 novembre 2021 - Demande n°2	Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 5.8.3.4	/	Demande n°6
14	Suite de la visite du 16 novembre 2021 - Demande n°3	Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 5.8.3.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté lors de la visite le non-respect de l'article 5.7.3 de l'arrêté préfectoral du 23 09 2013, formule deux demandes (n°1 et 2) et propose à Monsieur le Préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de le respecter en gérant les graves issues du traitement des mâchefers par lots périodiques mensuels et par unité de traitement thermique. Dans cette attente, l'inspection ne donne pas suite à la demande d'augmentation de la capacité de traitement et de stockage des mâchefers (70 000 t à 90 000 t).

Demande n°1 : L'exploitant doit respecter l'article 5.7.3 de l'arrêté préfectoral du 23 09 2013 en procédant à une gestion séparée des lots mensuels de graves issues de chacune des unités de traitement thermique qu'il traite sur son site. Délai 3 mois.

La plateforme externe présentée dans son porter à connaissance d'avril 2021 complété en janvier 2022 peut être utilisée sous réserve du respect de ces dispositions.

Demande n°2 : En ce qui concerne les capacités de stockage des matériaux bruts et élaborés, l'exploitant doit justifier à l'inspection que les bâtiments AB, C et la plateforme externe de 5325 m2 permettent de stocker 70000 t de mâchefers et graves gérées en lots mensuels par unité de traitement thermique d'une hauteur maximale de 5 mètres. Dans cette attente l'inspection n'est pas favorable à l'augmentation de capacité demandée et ne proposera pas de mise à jour de l'arrêté préfectoral à monsieur le Préfet de Seine-Maritime. - Délai 3 mois.

L'inspection formule d'autres demandes : N°3 et 4 en lien avec des constats susceptibles de suites concernant la lutte contre une pollution accidentelle et la mise à jour de l'étude de risque sanitaire. N°5 et 6 en lien avec le rapport de base et les suites de la visite de 2021.

En ce qui concerne l'instruction du dossier de ré-examen :

- dans les plans fournis aux divers dossiers, le stockage dans le bâtiment C de matériaux élaborés à partir de mâchefer n'est pas identifié comme relevant du périmètre géographique IED. Cette activité relève bien de l'activité classée au titre de la rubrique 3532, l'exploitant veillera à identifier cette zone IED lors de la prochaine mise à jour de ses plans ;
- l'exploitant doit procéder à la surveillance semestrielle des émissions canalisées issus du traitement de l'air des biopiles, respecter les NEA MTD associées (Poussières) et surveiller les émissions de poussières, composés organiques volatiles et NH3 conformément aux fréquences définies par la MTD 8 ;
- l'exploitant veillera à ce que les eaux pluviales de la plateforme externe d'entreposage des graves collectées par un bassin étanche ne soient jamais rejetées au milieu naturel y compris en cas de fortes pluies. A défaut, il procèdera à une vérification de leur conformité au regard des valeurs limites établies à l'annexe 8 de l'arrêté du 12 01 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et ... 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des ICPE avant rejet dans le bassin interne de gestion des eaux pluviales du site ;
- l'exploitant veillera à intégrer l'opération de criblage des mâchefers et le stockage des graves dans le bâtiment C parmi les sources potentielles d'émissions diffuses de poussière et s'assurera par une analyse des émissions diffuses de ces activités que les émissions restent confinées à l'intérieur des bâtiments AB et C.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 09 2013 ne nécessite pas de mise à jour en ce qui concerne les

valeurs limites des émissions (eau/air), les arrêtés du 17 12 2019 et du 12 01 2021 étant directement applicables mais un arrêté préfectoral complémentaire reste nécessaire afin d'actualiser les prescriptions générales relatives aux installations IED (article R.515-60 du CE en particulier la surveillance des sols) et d'acter les divers demandes de modification acceptables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Procédé de traitement des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 5.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, mâchefers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les lots de mâchefers constitués transitent par une unité de traitement mécanique située dans une alvéole dédiée d'une surface maximale de 1 575m².</p> <p>L'unité de traitement mécanique est constituée d'équipements de criblage, séparateur (magnétique, balistique,...), et de broyage.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin de limiter les envols de poussières pour les activités de préparation mécanique des mâchefers (du déchargement au traitement mécanique) (ex : brumisation, aspersion...).</p> <p>Les installations de broyage et criblage sont équipées d'équipements permettant une isolation acoustique.</p>
<p>Constats : Lors de la visite l'inspection a constaté la mise en service de la nouvelle unité de traitement mécanique des mâchefers désormais implantée dans l'alvéole 8 du bâtiment AB et composées de deux nouveaux overbands, un tambour magnétique et quatre courants de Foucault. Ces équipements sont implantés tel que présentés dans le porter à connaissance d'avril 2021 complété le 15 et 28 janvier 2022.</p> <p>Ces équipements sont capotés et deux dispositifs de pulvérisation d'eau ont été implantés à deux points de chute de tapis. L'inspection a constaté que les deux courants de Foucault dédiés aux matériaux les plus fins sont les plus émissifs de poussières. L'exploitant déclare que les matériaux fins ne peuvent être humidifiés au cours du traitement sans devenir collants et dégrader le taux de récupération des métaux non ferreux valorisables.</p> <p>Les matériaux élaborés sont humidifiés lors de leur transfert vers la zone de stockage afin de les rendre non susceptibles d'émettre des poussières lors des manutentions ultérieures.</p> <p>L'inspection a constaté que le pré-traitement (criblage) était réalisé par un crible mobile dans les alvéoles dédiées à la maturation des mâchefers à l'intérieur du bâtiment AB et que cette opération reste fortement émissive de poussière.</p> <p>Cette unité de traitement mécanique des mâchefers (Criblage préalable inclu) entre dans le périmètre des activités visées par la rubrique ICPE IED 3532, le bref relatif à l'incinération de déchets et l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021. Dans son dossier de ré-examen du 12 aout 2019 complété le 16 septembre 2021, l'exploitant s'est engagé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au titre de la MTD 23 à réaliser une étude d'identification des sources majeures d'émissions diffuses et définir et mettre en œuvre les actions appropriées pour prévenir ou réduire les émissions diffuses; - au titre de la MTD 24 à mettre en œuvre les techniques a) b) et c) et à réaliser des analyses des émissions diffuses de poussières au droit de la plateforme de stockage extérieur des graves de mâchefers. En fonction des résultats obtenus, des actions correctives type brumisation des stocks seront mises en place pour réduire l'impact des vents dominants.
<p>Observations : L'exploitant veillera à intégrer l'opération de criblage des mâchefers parmi les sources potentielles d'émissions diffuses de poussière et s'assurera par une analyse des émissions diffuses de cette activité que les émissions restent confinées à l'intérieur du bâtiment AB.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : stockage : phase de maturation des mâchefers et matériaux élaborés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 5.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, mâchefers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les mâchefers traités sont stockés pour maturation dans une alvéole dédiée et étanche dans le bâtiment « AB » pour une période maximale de 12 mois.</p> <p>La surface de stockage dédié au stockage des mâchefers en cours de maturation est au minimum de 3 700 m² pour une hauteur maximale de 5 m (pour une phase de maturation durant en moyenne 4 mois). La surface maximale de stockage des mâchefer en cours de maturation et des matériaux élaborés à partir de mâchefer est de 11 025 m² et la hauteur de stockage ne devra pas dépasser 5 mètres soit un maximum de 70 000 tonnes.</p> <p>Il est interdit de procéder à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un mélange des mâchefers bruts ou en cours de maturation issus de lots périodiques différents, • une dilution des mâchefers avec d'autres substances ou objets, • une stabilisation des mâchefers, • un mélange de matériaux élaborés issus d'installations de traitement thermiques de déchets différentes, • Un mélange de matériaux élaborés répondant à des critères de valorisation différent (valorisation en technique routière de type 1 ou 2). <p>Les stockages sont organisés afin de respecter les interdictions ci-dessus.</p> <p><u>Gestion des effluents :</u></p> <p>Effluents gazeux :</p> <p>La ventilation naturelle du bâtiment permet de ne pas avoir d'accumulation d'effluents gazeux dans le bâtiment. Pour limiter l'envol de poussières, l'exploitant met en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une brumisation au niveau de la trémie d'alimentation et sur l'ensemble du process, • une aspersion des mâchefers en fonction de leur taux d'humidité, • un nettoyage régulier du process et des voiries. <p>Une estimation des émissions diffuses de poussières et de métaux et une évaluation de leur impact sanitaire est intégré dans la réactualisation de l'évaluation des risques sanitaires demandée à l'article 8.2.6.</p> <p>Effluents aqueux :</p> <p>Les éventuels percolats issus du stockage des mâchefers sont récupérés et traités en tant que déchets et éliminés dans des filières adaptées.</p> <p>Constats : Dans un porter à connaissance d'avril 2021 complété le 15 et 28 janvier 2022, l'exploitant demande une augmentation de la capacité de stockage des mâchefers et matériaux élaborés de 70 000 t à 90 000 t et souhaite modifier les conditions de stockage des mâchefers bruts et des matériaux élaborés : « Au 1er avril 2022, l'activité mâchefers se situera dans les bâtiments AB et C. Le bâtiment AB réceptionnera les bruts et le pré-traitement (alvéole 6) / traitement (alvéole 8). Le bâtiment C quant à lui réceptionnera les graves et les ferreux/non ferreux issus du traitement. Les graves analysées et respectant les conditions de valorisation pourront également être stockées sur la plateforme extérieure dédiée. » « Le stockage extérieur de grave sera réalisé sur une zone imperméabilisée (dalle étanche) d'une surface de 5 325 m² à côté du bâtiment atelier qui permettra la collecte des eaux de ruissellement pour un pré-traitement sur site avant le rejet au bassin d'eaux pluviales situé en amont immédiat de l'exutoire final »</p> <p>Lors de la visite l'inspection a constaté que les graves issues du traitement mécanique des mâchefers étaient entreposées dans le bâtiment C et sur la plateforme externe nouvellement créée. La plateforme externe est imperméabilisée et les eaux pluviales récupérées dans un bassin étanche tel que décrit dans le porter à connaissance.</p> <p>Lors de la visite l'inspection a constaté que le bâtiment C contenait des monticules de graves non séparées, non identifiables alors que le plan des stocks mentionne 9 lots mensuels distincts en provenance des unités d'incinération Oréade (février de type V2, mars V1, avril V1, mai V2 et juin V1) et Ecoval (février en attente de caractérisation, juillet V1, août V1, septembre V1). Il en est de même sur la plateforme externe qui accueille des monticules non séparés, non identifiables qui selon le plan des stocks contient deux lots mensuels de l'unité de Créteil tous deux de type V1.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant ne respecte pas les interdictions de mélange de son arrêté préfectoral dans</p>

<p>la mesure où les lots ne sont pas distinguables et ne sont pas séparés : il mélange des matériaux élaborés issus d'installations de traitement thermique différentes, de lots mensuels différents, de lots répondant à des critères de valorisation différents (mélange de type 1 et 2 définit pour la valorisation en technique routière par l'arrêté ministériel du 18 novembre 2012 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux).</p> <p>Demande n°1 : L'exploitant doit respecter l'article 5.7.3 de l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2013 en procédant à une gestion séparée des lots mensuels de graves issues de chacune des unités de traitement thermique qu'il traite sur son site. Délai 3 mois.</p> <p>La plateforme externe présentée dans son plan de gestion des déchets doit être portée à connaissance d'avril 2021 complété en janvier 2022 peut être utilisée sous réserve du respect de ces dispositions.</p> <p>Demande n°2 : En ce qui concerne les capacités de stockage des matériaux bruts et élaborés, l'exploitant doit justifier à l'inspection que les bâtiments AB, C et la plateforme externe de 5325 m² permettent de stocker 70000 t de mâchefers et graves gérées en lots mensuels par unité de traitement thermique d'une hauteur maximale de 5 mètres. Dans cette attente l'inspection n'est pas favorable à l'augmentation de capacité demandée et ne proposera pas de mise à jour de l'arrêté préfectoral à monsieur le Préfet de Seine-Maritime. - Délai 3 mois.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p> <p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Bassin de confinement et bassin d'orage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 7.6.6.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des milieux récepteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1.400 m³ avant rejet vers le milieu naturel.</p> <p>Toutes les vannes du bassin sont dotées d'une signalisation univoque indiquant leur position d'état.</p> <p>La vidange suivra les principes imposés par le chapitre 4.3 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, et les eaux de lavage sont collectées dans un bassin de confinement, équipé d'un déversoir d'orage placé en tête. Ce bassin peut être confondu avec le bassin précité (1er alinéa du présent article).</p> <p>Les bassins peuvent être confondus auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site.</p> <p>Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p> <p>Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que le bassin situé à l'Ouest du site, destiné à la récupération des eaux pluviales mais aussi au confinement des eaux en cas de pollutions accidentelles, incendie ou orage ne disposait pas d'une capacité disponible de 1 400 m³. La capacité disponible estimée par l'inspection est de l'ordre de 1 000 m³, le fond du bassin est encrassé par des sédiments qui limitent l'écoulement des eaux au point de rejet.</p> <p>Par courriel du 7 décembre 2022, l'exploitant déclare que des devis sont en cours pour le curage du bassin.</p> <p>Demande n°3 : L'exploitant transmettra à l'inspection les éléments justifiant qu'une capacité de 1 400 m³ est à nouveau disponible dans le bassin. Délai 3 mois.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Périmètre du ré-examen IED

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 10/08/2018, article annexe champ d'application
Thème(s) : Risques chroniques, Ré-examen IED
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Activités visées par les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) des BREFs Waste Traitement (WT) principal et Waste Incinération (WI) secondaire.
Constats : L'exploitant a transmis un dossier de ré-examen du 12 août 2019 complété le 16 septembre 2021 pour la rubrique 3532 au regard du BREF WI pour l'installation de traitement des mâchefers. Les activités retenues dans le périmètre IED sont les activités de traitement des terres polluées par biopile au titre du bref principal WT (rubrique 3510 et 3550) qui relève de l'activité spécifique traitement physico-chimique et l'installation de traitement des mâchefers (rubrique 3532). L'activité de transit de déchets dangereux diffus (15t de DDD classées au titre de la rubrique 2718 et 3550) n'a pas été mise en service et ne le sera pas. Elle n'a pas été retenue dans le périmètre IED par l'exploitant.
Observations : Dans les plans fournis par l'exploitant aux divers dossiers, le stockage dans le bâtiment C de matériaux élaborés à partir de mâchefer n'est pas identifié comme relevant du périmètre géographique IED. Cette activité relève bien de l'activité classée au titre de la rubrique 3532, l'exploitant veillera à identifier cette zone IED lors de la prochaine mise à jour de ses plans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : MTD considérées non applicables

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 10/08/2018, article annexe CMTD
Thème(s) : Risques chroniques, Ré-examen IED
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : MTD du BREF WT traitement de déchets : les MTD applicables à l'installation de traitement des terres polluées sont potentiellement les MTD : 1 à 53. MTD du BREF secondaire WI incinération de déchets : les MTD applicables à l'installation de traitement des mâchefers sont les MTD : 1, 3, 4, 6, 10, 12, 23, 24, 26, 32, 34, 36 et 37.
Constats : Bref WT : L'exploitant considère que les MTD 9, 15, 16, 25 à 39, 42 à 53 ne sont pas applicables à son activité de traitement des terres polluées par biopile. Il considère également que les MTD 8 surveillances des émissions canalisées, 14 d) confinement et collecte des émissions diffuses et 41 techniquement de traitement et NEA poussière relatives aux rejets dans l'air de la biopile ne sont pas applicables. Compte tenu du nombre de biopiles actuellement réalisées par an (plus de deux) l'inspection considère que les MTD 8, 14d) et 41 sont applicables. Bref WI : L'exploitant considère que la MTD 4 surveillances des émissions dans l'air et 26 émissions canalisées et NEA ne sont pas applicables car les bâtiments où sont réalisées les opérations de traitement des mâchefers ne sont pas munis d'extraction d'air ou de couverture dédiée à un équipement de traitement des mâchefers. La MTD 24f) n'est pas appliquée car les mâchefers réceptionnés et traités présentent une humidité variant de 10 à 25% à réception selon les procédés d'extraction (à poussoir ou à chaîne des unités de traitement thermique). Le traitement est effectué à un taux d'humidité de 7 à 10% et les matériaux sont humidifiés en sortie du procédé avant stockage pour être entreposés à un taux d'humidité d'environ 14%.
Observations : L'exploitant doit procéder à la surveillance semestrielle des émissions canalisées issus du traitement de l'air des biopiles, respecter les NEA MTD associées (Poussières) et surveiller les émissions de poussières, composés organiques volatiles et NH3 conformément aux fréquences définies par la MTD 8.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 10/08/2018, article Annexe CMTD du bref WT et WI
Thème(s) : Risques chroniques, Ré-examen IED
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>BREF WT Rejets atmosphériques de la biopile : MTD 8, 14 d) et 41. BREF WI Rejets aqueux : MTD 3, 6, 32 et 34. BREF WI Rejets poussières : MTD 23 et 24.</p>
<p>Constats : BREF WT Rejets atmosphériques de la biopile : MTD 8, 14 d) et 41. Cf. Point de contrôle MTD non applicables.</p> <p>BREF WI Rejets aqueux : MTD 3, 6, 32 et 34. Lors de la visite, l'inspection a constaté que les mâchefers étaient traités dans des bâtiments fermés et que l'entreposage des matériaux bruts ou élaborés était réalisé dans les bâtiments AB, C ou sur la plateforme externe nouvellement créée. La plateforme externe est imperméabilisée et les eaux pluviales récupérées dans un bassin étanche tel que décrit dans le porter à connaissance et dans le dossier de ré-examen. L'exploitant déclare qu'il n'y aura pas de rejet de ses eaux pluviales qui sont réutilisées en interne pour l'humidification des mâchefers et des graves.</p> <p>BREF WI Rejets poussières : MTD 23 et 24. Dans son dossier l'exploitant s'est engagé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au titre de la MTD 23 à réaliser une étude d'identification des sources majeures d'émissions diffuses et définir et mettre en œuvre les actions appropriées pour prévenir ou réduire les émissions diffuses; - au titre de la MTD 24 à mettre en œuvre les techniques a) b) et c) à réaliser des analyses des émissions diffuses de poussières au droit de la plateforme de stockage extérieur des graves de mâchefers. En fonction des résultats obtenus, des actions correctives type brumisation des stocks seront mises en place pour réduire l'impact des vents dominants. <p>L'exploitant déclare que la réception de la plateforme de stockage des graves sera réalisée d'ici la fin de l'année et que les analyses de retombées de poussière seront faites au 1^{er} trimestre 2023. L'inventaire des autres sources n'est pas encore définie mais sera réalisé au plus tard le 03/12/2023.</p> <p>L'inspection a constaté lors de la visite que les deux points de pulvérisation d'eau sur l'installation de traitement ont été installés (cf.point de contrôle relatif à l'installation de traitement des mâchefers).</p>
<p>Observations : L'exploitant veillera à ce que les eaux pluviales de la plateforme externe d'entreposage des graves collectées par un bassin étanche ne soient jamais rejetées au milieu naturel y compris en cas de fortes pluies. À défaut, il procédera à une vérification de leur conformité au regard des valeurs limites établies à l'annexe 8 de l'arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement avant rejet dans le bassin interne de gestion des eaux pluviales du site.</p> <p>L'exploitant veillera à intégrer l'opération de criblage des mâchefers et le stockage des graves dans le bâtiment C parmi les sources potentielles d'émissions diffuses de poussière et s'assurera par une analyse des émissions diffuses de ces activités que les émissions restent confinées à l'intérieur des bâtiments AB et C.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 8.2.6 : Les mesures sont effectuées selon les normes en vigueur dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.</p> <p>L'exploitant dispose d'un dispositif de détection mobile multigaz adapté aux polluants susceptibles d'être émis par l'installation et qui mesure à minima la concentration en O₂, H₂S et COV lui permettant à tout moment de s'assurer de l'efficacité du traitement des effluents gazeux. Une valeur cible à ne pas dépasser est déterminée par l'exploitant. Une vérification du bon fonctionnement du système de traitement des effluents gazeux est réalisée à minima deux fois par mois à l'aide de ce dispositif : une mesure en amont et en aval est effectuée. Les résultats de ces mesures sont enregistrés ainsi que les conditions d'exploitation lors du prélèvement (UPMT, biopile, etc) et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Un contrôle des paramètres cités à l'article 5.8.3.2 est réalisé par un organisme agréé à minima deux fois par an pendant deux ans sur chaque conduit d'évacuation des terres (en particulier en amont et en aval du système de traitement des effluents gazeux afin de pouvoir vérifier la représentativité de l'autosurveillance fixée au paragraphe précédent), ainsi qu'en un point du site judicieusement placé dans l'installation afin de mesurer les éventuelles émissions diffuses. Les conditions d'exploitations doivent être mentionnées dans le rapport. En particulier, ces contrôles doivent être effectués durant l'une des opérations d'exploitation suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors du fonctionnement de l'UPMT, • lors de la constitution d'une biopile. <p>A l'issue de cette surveillance, une mise à jour de l'étude des risques sanitaires, intégrant les émissions diffuses est effectuées par l'exploitant et transmise à l'inspection des installations classées.</p> <p>Extrait Effluents gazeux de l'article 5.8.3.2 :</p> <p>Les biopiles sont équipées d'un réseau d'aération (insufflation et aspiration d'air) permettant de maintenir la pile de terres en dépression afin d'éviter la diffusion des Composés Organiques Volatils (COV) vers le milieu ambiant. L'air aspiré passe au travers d'un séparateur d'eau pour diminuer l'hygrométrie de l'air avant d'atteindre l'unité de ventilation. L'air est pour partie recyclé dans la pile et pour partie dirigé vers un filtre à charbon actif avant rejet dans l'atmosphère.</p> <p>Les composés gazeux sont collectés par le réseau d'aspiration. L'air extrait est filtré sur un module au charbon actif, correctement dimensionné avec un rendement supérieur à 95%, et devant permettre un rejet maximal en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • COV NM totaux de 20 mg/m³ • COV à phrases de risque R45, R46, R49, R60 et R61 de 2mg/m³. <p>Le bon fonctionnement du filtre au charbon actif est contrôlé dès le début du traitement, puis vérifié périodiquement, au minimum hebdomadairement. Les résultats de ces contrôles seront tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>Un module de filtration au charbon actif de secours, complet et opérationnel est disponible sur le site.</p> <p>L'exploitant procède à une campagne d'analyses des paramètres suivants : poussière, SO₂, H₂S, somme des métaux (As, Cd, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Ti, V) suivant la fréquence définie à l'article 8.2.6. Le rejet maximal en poussières est de 5 mg/m³.</p> <p>Extrait Effluents gazeux de l'article 5.7.3 :</p> <p>La ventilation naturelle du bâtiment permet de ne pas avoir d'accumulation d'effluents gazeux dans le bâtiment. Pour limiter l'envol de poussières, l'exploitant met en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une brumisation au niveau de la trémie d'alimentation et sur l'ensemble du process, • une aspersion des mâchefers en fonction de leur taux d'humidité, • un nettoyage régulier du process et des voiries. <p>Une estimation des émissions diffuses de poussières et de métaux et une évaluation de leur impact sanitaire est intégré dans la réactualisation de l'évaluation des risques sanitaires demandée à l'article 8.2.6.</p>
<p>Constats : Lors de la visite l'exploitant a informé l'inspection que la mise à jour de l'évaluation des risques sanitaires liée aux émissions atmosphériques de la biopile n'avait pas été effectuée dans la mesure où le bureau</p>

<p>d'étude en charge de cette évaluation estimait que les concentrations mesurées et retenues pour cette mise à jour étaient trop faibles pour procéder à une modélisation.</p> <p>La mise à jour concernant les émissions diffuses de poussières et de métaux de l'activité de traitement des mâchefers n'a pas non plus été réalisée (article 5.7.3).</p> <p>Demande n°4 : L'exploitant transmettra à l'inspection les mesures semestrielles de rejets dans l'air de la biopile et procédera à la mise à jour de l'étude de risque sanitaire. Le cas échéant, cette mise à jour devra justifier qu'une analyse quantitative grâce à une modélisation n'est pas nécessaire. Cette mise à jour devra prendre en compte le résultat de l'analyse des émissions diffuses de l'activité de traitement des mâchefers qui sera réalisée dans le cadre de la mise en œuvre de la MTD 24 du bref WI - délai 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Rapport de base

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.515-30
Thème(s) : Risques chroniques, Ré-examen IED
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Remise et contenu du rapport de base.
<p>Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection un « Rapport de base sur l'état des sols et des eaux souterraines à la date du 31/01/2014 et pour les activités de tri, transit et traitement de déchets dangereux et non dangereux exercées sur l'installation de VAL'ESTUAIRE à Rogerville (76) » du 26/02/2014.</p> <p>Ce rapport conclut à la nécessité de faire un point zéro sur les eaux souterraines.</p> <p>En ce qui concerne les sols, ce rapport rappelle qu'au moment de la cessation d'activité précédente (SANIFA), des prélèvements de sols et une étude de la pollution n'avaient pas été jugés nécessaires.</p> <p>Ce premier rapport de base ne permet donc pas d'établir un état initial de la qualité des eaux souterraines et des sols au droit du site.</p> <p>Par courrier du 16 septembre 2021 l'exploitant a transmis un mémoire justificatif de "non-soumission" au rapport de base du 31 08 2021.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que l'annexe 7 du Guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED version 2.2 préconise qu'il soit bien réalisé un rapport de base pour les activités soumises aux rubriques 3510 et 3550. Les substances à rechercher étant celles communément retrouvées sur les sites de traitement de déchets dangereux.</p> <p>En conséquence, le site est bien soumis à l'obligation de réaliser un état initial de la pollution des sols et des eaux souterraines dans le cadre du rapport de base.</p> <p>En ce qui concerne les eaux souterraines, une étude d'implantation de piézomètres en juin 2016 a conduit à la réalisation d'un réseau de surveillance propre au site courant 2017. L'exploitant surveille dans les eaux souterraines :</p> <ul style="list-style-type: none"> - semestriellement les paramètres de base (phosphore, COT, AOX ...), - tous les deux ans : les métaux, HAP, BTEX et COV depuis début 2019. <p>Demande n°5 : L'exploitant doit compléter son rapport de base en transmettant à l'inspection un état zéro de la qualité des eaux souterraines sur la base des paramètres surveillés depuis 2017. Il transmet également un programme de mesure de l'état initial des sols (points de prélèvement et paramètres) ainsi qu'un échéancier pour sa réalisation. Délai 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : situation au regard du III du R.515-70 du CE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/05/2017, article R.515-70
Thème(s) : Risques chroniques, Ré-examen IED
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III. - Les prescriptions dont est assortie l'autorisation sont réexaminées et, si nécessaire, actualisées au minimum dans les cas suivants : a) La pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ; b) La sécurité de l'exploitation requiert le recours à d'autres techniques ; c) Lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée. Constats : Compte tenu des éléments présentés dans le dossier de ré-examen au titre des conclusions des BREF WT et WI et des constats faits lors de la visite, l'inspection estime que les prescriptions ne nécessitent pas d'actualisation sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Terres polluées, mâchefers et divers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. Constats : L'exploitant a porté à connaissance de l'inspection les demandes suivantes : 1- modification des opérations de traitement, tri, transit et regroupement des terres (avril 2014, janvier et juin 2015). Ces modifications jugées non substantielles par l'inspection doivent faire l'objet de mise à jour par arrêté préfectoral complémentaire; 2- augmentation de la capacité de traitement (430 à 480 t/j) et de stockage des mâchefers et matériaux élaborés (70 000 à 90 000 t avec création d'une plateforme externe de 5325 m ²). Élargissement de la zone de chalandise aux unités de Créteil et Lagny situées en Ile de France (dossier 2021 complété en janvier 2022). Cette demande a fait l'objet d'une procédure cas par cas et d'une décision de non soumission à évaluation environnementale le 29 juillet 2021. Néanmoins lors de la visite, l'inspection a constaté que le stockage des matériaux élaborés à partir de mâchefers n'étaient pas réalisés conformément à l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2013 (cf. Demande du Point de Contrôle relatif au stockage des mâchefers avec proposition de mise en demeure - délai 3 mois). L'exploitant doit justifier à l'inspection que le bâtiment C et la plateforme externe de 5 325 m ² permettent de stocker les graves issues du traitement des mâchefers sans mélange de lots mensuels y compris pour une même unité de traitement thermique et dans la limite d'une hauteur de 5 mètres. Dans cette attente l'exploitant n'est pas autorisé à augmenter les capacités de traitement et de stockage de l'unité de traitement des mâchefers. 3- Le 14 mars 2022, l'exploitant a également demandé divers mises à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2013 sur les conditions d'acceptation des terres, la prise en charge des déchets non dangereux inertes, la mise à jour des rubriques ICPE relatives au traitement de terres, une nouvelle liste des codes déchets admissibles, l'ajout de la rubrique 2515 E pour l'admission de déchets de chantiers, la traçabilité, l'opération de mélange, etc

<p>En ce qui concerne les opérations de mélange des terres, l'inspection a rappelé lors de la visite que l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2013 prévoit déjà les mélanges entre terres de même nature et de même niveau de pollution. Il est rappelé à l'exploitant que le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux est interdit par l'article L. 541-7-1 du code de l'environnement. En conséquence, l'inspection estime que la mise à jour de l'arrêté préfectoral n'est pas nécessaire.</p> <p>La demande de l'exploitant concernant la rupture de traçabilité n'est pas techniquement justifiée, l'inspection rappelle à l'exploitant que la rupture de traçabilité ne peut être accordée que s'il est techniquement impossible de la maintenir.</p> <p>Un projet de prescription est adressé à l'exploitant avec le présent rapport.</p> <p>Demande n°4 : l'exploitant transmet un plan à jour de l'ensemble de ces installations à l'inspection (délai 3 mois). Ce plan comprend l'emplacement des nouvelles installations et stockages avec leurs capacités techniques associées en m² et tonnes (terres polluées, mâchefers, graves de mâchefer, etc) ainsi que le périmètre IED actualisé conformément à ce rapport (cf Point de Contrôle périmètre IED).</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 11 : Traçabilité des terres excavées – bordereaux électroniques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article Article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2022, Traçabilité des terres excavées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.</p> <p>Constats : Lors de la visite l'inspection a constaté que les bordereaux relatifs aux terres polluées dangereuses (seuls déchets dangereux admis sur site) étaient dématérialisés sous trackdéchets jusqu'au 1er août 2022 par la société Suez RR IWS Chemical France (filiale de Suez en charge de leur gestion sur site) puis le 1er août 2022 par la société SARPI MINERAL France (suite au transfert de cette activité au groupe Véolia).</p> <p>Néanmoins, l'exploitant signale que le BSD 20220718-VTGZ76Z7P du 18/07/2022 n'a pu être signé électroniquement au départ et à l'arrivée sur le site de traitement suite à un problème d'identification du transporteur (N°SIRET erroné).</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que les BSD sous format papier ne sont plus tolérés depuis le 1er juillet 2022. L'inspection constate que l'exploitant a part ailleurs renseigné la case 12 de ce même BSD avec son adresse. Il est rappelé à l'exploitant que cette case est destinée aux informations concernant les sites vers lesquels il est susceptible d'envoyer ultérieurement des déchets issus du lot qu'il aura traité sur son site.</p> <p>Observations : L'exploitant veillera à ce que tous les déchets dangereux réceptionnés sur le site soient accompagnés d'un BSD électronique signé électroniquement par tous les intermédiaires qui l'ont précédé, à défaut il doit procéder au refus du lot de déchets.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 12 : Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article Article R. 541-43-1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Traçabilité des terres excavées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments.</p>

<p>Constats : Le jour de la visite l'inspection a constaté que l'exploitant ne dispose pas de registre électronique (RNDTS). Il déclare que la création des comptes des établissements du groupe Suez sera réalisé par le siège.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que conformément aux dispositions établies par le ministère de l'écologie : https://www.ecologie.gouv.fr/tracabilite-des-dechets-terres-excavees-et-sediments :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la période de tolérance mise en place pour l'année 2022, est prolongée jusqu'au 1er mai 2023 pour les exploitants d'installation de gestion de déchets et les gestionnaires de terres excavées afin de se mettre en conformité vis-à-vis de leurs obligations de déclaration dans le RNDTS; - Compte tenu des difficultés remontées d'accès par les gestionnaires de terres excavées et sédiments aux informations aux parcelles cadastrales d'origine ou de destination des terres excavées, il est toléré que le lieu géographique précis de production ou de valorisation soit utilisé pour le remplissage du champ "parcelle cadastrale". <p>Néanmoins, l'inspection rappelle à l'exploitant que ces consignes ne prévoient pas de tolérance pour les registres chronologiques internes aux entreprises qui devront être tenues pour l'intégralité des données 2022 et dont le contenu doit être conforme à l'arrêté du 31 mai 2021.</p>
<p>Observations : L'exploitant veillera à tenir un registre interne ou réaliser un versement au RNDTS des données 2022 concernant les terres excavées conformément aux consignes établies au lien suivant : https://www.ecologie.gouv.fr/tracabilite-des-dechets-terres-excavees-et-sediments.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 13 : Suite de la visite du 16 novembre 2021 - Demande n°2

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 5.8.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valorisation des terres polluées</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Après analyses, les terres sont chargées et évacuées vers la filière préalablement prévue lors du certificat d'acceptation préalable.</p> <p>Les exutoires prévus pour les terres sont les suivants :</p> <p>L'usage sur un autre site est possible dans le strict respect du guide « Réutilisation des terres excavées en technique routière et dans les projets de réaménagement » du BRGM de février 2012 et après avis de l'inspection des installations classées.</p> <p>Demande n°2 de la visite du 16 novembre 2021 : L'exploitant fait parvenir à l'inspection, sous 3 mois, un rapport d'évaluation de la conformité de la filière Valgo pour tous les lots expédiés depuis début 2020 au regard des articles L.541-32 et L.541-32-1 du Code de l'environnement. Le guide de valorisation hors site de terres excavées issues de sites potentiellement pollués dans des projets d'aménagement (DGPR version 2017 et 2020) ou tout autre méthode permettant de vérifier le respect de l'article L. 541-1-II-3° du CE pourra être utilisés ;</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2019 autorisant la société Valgo à remblayer les parcelles AM 95 et 98 du territoire de la commune de Petit-Couronne emprise du stockage Est de l'ex. raffinerie de Petroplus ainsi que deux rapports d'analyses de lots de terres provenant du grand port maritime du Havre datant de janvier 2021. L'évaluation au regard de tous les lots envoyés vers cette filière en 2020 n'a pas été transmise à l'inspection.</p>
<p>Demande n°6 : L'exploitant fait parvenir à l'inspection, sous 3 mois, un rapport d'évaluation de la conformité de la filière Valgo pour tous les lots expédiés depuis début 2020 au regard des articles L.541-32 et L.541-32-1 du Code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 14 : Suite de la visite du 16 novembre 2021 - Demande n°3

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 5.8.3.4</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Refus de crible
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Après analyses, les terres sont chargées et évacuées vers la filière préalablement prévue lors du certificat d'acceptation préalable.</p> <p>Les exutoires prévus pour les terres sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • stockage en Installation de Stockage de déchets Inertes, Non Dangereux ou dangereux, dûment autorisée à recevoir des terres polluées, et sous réserve du respect des critères d'acceptation définis par l'arrêté préfectoral d'autorisation de cette même installation,... <p>Demande n°3 de la visite du 16 novembre 2021 : L'exploitant fait parvenir à l'inspection, sous 3 mois, les analyses des trois premiers lots sortant des fractions valorisées suivant la date de réception de ce présent rapport. L'exploitant doit se positionner sur la taille maximale d'un lot devant faire l'objet d'une analyse.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection les rapports d'analyses des refus des opérations de criblages (fraction >100) et des fractions 60-100 de juin et août 2021. Le jour de la visite, l'exploitant a remis à l'inspection le rapport d'analyse d'un échantillon de fractions grossières >100 du 29/09/2022. Ces analyses n'appellent pas de remarques de l'inspection.</p>
<p>Observations : L'exploitant veillera à poursuivre les analyses de toutes les fractions issues du criblage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet